

8 novembre 2019

LES CLASSES MOYENNES EN AFRIQUE DE L'OUEST À L'HORIZON 2030

*Anne Bekelynck**

**Sociologue, spécialiste de la santé, du VIH / sida
et des politiques d'aide au développement
en Afrique subsaharienne ;
basée en Côte-d'Ivoire.*



futuribles
INTERNATIONAL

Centre de réflexion prospective
47, rue de Babylone, 75007 Paris, France
Tél. + 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax + 33 (0)1 42 22 65 54
ahouguenague@futuribles.com • www.futuribles.com

Depuis le début des années 2010, de nombreux médias, rapports de grandes institutions financières de développement ou de cabinets internationaux de conseil titrent sur l'émergence des classes moyennes africaines. Ce nouveau discours, qui contraste avec le langage généralement misérabiliste à propos d'une Afrique condamnée à la pauvreté, aux inégalités sociales et aux conflits, a suscité un optimisme inédit sur l'avenir de ce continent, notamment en termes de nouveaux marchés et d'opportunités d'affaires.

Pour certains (généralement issus du monde des affaires et des institutions internationales), l'émergence d'une classe moyenne africaine relève de l'évidence. Elle serait la conséquence directe de la forte croissance économique qui a caractérisé le continent africain ces dernières décennies (croissance annuelle moyenne de 5,5 % entre 2001 et 2015) et à l'origine de l'expansion de nombreux secteurs d'activité (télécommunications, bancaire, distribution et biens de consommation, restauration, automobile, etc.).

Pour d'autres (généralement issus du monde académique et particulièrement des sciences sociales), il s'agit d'une simple illusion statistique, cette appellation n'ayant pas de réalité sociale. L'utilisation de cette appellation servirait avant tout à masquer la pauvreté et les inégalités en Afrique, tout en permettant de transformer la perception généralement afro-pessimiste du continent en vision afro-optimiste et d'attirer des investisseurs.

Cette analyse prospective se propose de mettre en perspective discours et réalités de l'émergence des classes moyennes en Afrique de l'Ouest. Elle analyse les enjeux autour des méthodologies et des définitions employées afin de comprendre dans quelle mesure un tel phénomène existe aujourd'hui. Elle s'interroge également sur le devenir des personnes que cette catégorie recoupe à l'horizon 2030. Seront-elles plus nombreuses ? Peut-on attendre des évolutions identiques pour l'ensemble des États de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) ? Doit-on parler plutôt de l'émergence d'une strate ou de réelle classe moyenne ? Le cas de la Côte-d'Ivoire servira d'illustration au propos, qui s'appliquera à l'Afrique de l'Ouest dans la partie prospective.

Les classes moyennes en Afrique de l'Ouest : discours et réalité

La classe moyenne, un objet discursif

Le buzz des classes moyennes africaines

En 2011, la Banque africaine de développement (BAfD) sort son rapport *The Middle of the Pyramid: Dynamics of the African Middle Class*¹, annonçant qu'un tiers de la population africaine (327 millions d'individus) appartenait désormais aux classes moyennes. Cette tranche de la population serait en pleine expansion, avec un taux de croissance annuel moyen (3,1 %) plus élevé que celui de la population totale (2,6 %) entre 1980 et 2010. Selon leur méthodologie, un individu avec un revenu compris entre 2 et 20 dollars US par jour en parité de pouvoir d'achat (PPA) appartiendrait à cette classe. Ce rapport suscite beaucoup de commentaires, et stimule la production d'études et d'articles de journaux sur ce sujet durant les années 2010 (voir encadré ci-contre).

1. NCUBE Mthuli, LEYKA LUFUMPA Charles et KAYIZZI-MUGERWA Steve, *The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa*, BAfD (Market Brief), 20 avril 2011. URL : <https://www.afdb.org/fr/documents/document/market-brief-the-middle-of-the-pyramid-dynamics-of-the-middle-class-in-africa-23582>. Consulté le 29 octobre 2019.

SÉLECTION D'ÉTUDES ET ARTICLES PARUS SUR LE SUJET DEPUIS 2010

BERROU Jean-Philippe *et alii*, *Le Réveil des classes moyennes ivoiriennes ? Identification, caractérisation et implications pour les politiques publiques*, Paris : AFD (Agence française de développement), Papier de recherche n° 71, juillet 2018. URL : [https://www.afd.fr/sites/afd/files/2018-07-01-52-14/Le réveil des classes moyennes ivoiriennes Berrou Darbon Bekelynnck Bouquet Clément Combarrous Rougier.pdf](https://www.afd.fr/sites/afd/files/2018-07-01-52-14/Le%20réveil%20des%20classes%20moyennes%20ivoiriennes%20Berrou%20Darbon%20Bekelynnck%20Bouquet%20Clément%20Combarrous%20Rougier.pdf)

CFAO, *Les Classes moyennes en Afrique. Quelle réalité, quels enjeux ?*, White Paper CFAO-IPSOS-Bearing Point, 2015. URL : [http://www.cfaogroup.com/static/2017/12/08/CFAO-Livre blanc Les classes moyennes en Afrique Avril2016.pdf?NuQGUm6wY7DPB3Rnc9hU7Q:NuQGUm6wY7DPB3Rnc9hU7Q:oc94Es_nXXFuecrTA4pDjw](http://www.cfaogroup.com/static/2017/12/08/CFAO-Livre%20blanc%20Les%20classes%20moyennes%20en%20Afrique%20Avril2016.pdf?NuQGUm6wY7DPB3Rnc9hU7Q:NuQGUm6wY7DPB3Rnc9hU7Q:oc94Es_nXXFuecrTA4pDjw)

FREEMANTLE Simon, *Understanding Africa's Middle Class*, Standard Bank, 2014.

KHARAS Homi, *The Emerging Middle Class in Developing Countries*, Paris : Centre de développement de l'OCDE, Document de travail n° 285, janvier 2010. URL : https://www.oecd-ilibrary.org/fr/the-emerging-middle-class-in-developing-countries_5kmp8lncrns.pdf?itemId=%2Fcontent%2Fpaper%2F5kmp8lncrns-en&mimeType=pdf

LE BEC Christophe et BALLONG Stéphane, « Classes moyennes : les stratégies des multinationales à la loupe », *Jeune Afrique*, 9 septembre 2015. URL : <https://www.jeuneafrique.com/mag/262245/economie/classes-moyennes-les-strategies-des-multinationales-a-la-loupe/>

NCUBE Mthuli, LEYKA LUFUMPA Charles et KAYIZZI-MUGERWA Steve, *The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa*, BAfD (Market Brief), 20 avril 2011. URL : <https://www.afdb.org/fr/documents/document/market-brief-the-middle-of-the-pyramid-dynamics-of-the-middle-class-in-africa-23582>

ROXBURGH Charles *et alii*, *Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies*, MGI (McKinsey Global Institute), juin 2010. URL : [https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Featured Insights/Middle East and Africa/Lions on the move african economies full report.ashx](https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Featured%20Insights/Middle%20East%20and%20Africa/Lions%20on%20the%20move%20african%20economies%20full%20report.ashx)

TÉ-LÉSSIA ASSOKO Joël et PAURON Michael, « Portrait d'une famille de classe moyenne "type" en Afrique subsaharienne », *Jeune Afrique*, 27 août 2014. URL : <https://www.jeuneafrique.com/7188/economie/portrait-d-une-famille-de-classe-moyenne-type-en-afrique-subsaaharienne/>

VERGÈS Marie (de), « À la recherche de la classe moyenne africaine », *Le Monde*, 8 avril 2018. URL : https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/04/08/a-la-recherche-de-la-classe-moyenne-africaine_5282517_3234.html

URL consultés le 29 octobre 2019.

Pour autant, deux années plus tôt, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avait sorti une étude, *The Emerging Middle Class in Developing countries*², qui, suivant des critères plus sélectifs (revenu compris entre 10 et 100 dollars US par jour et par personne), estimait la classe moyenne africaine à 32 millions d'individus, ne représentant que 3 % de la population du continent et 2 % de la classe moyenne mondiale. Ce rapport concluait sur l'émergence d'une classe moyenne asiatique massive, passant sous silence ce phénomène sur le continent africain.

La difficile définition des classes moyennes n'est pas un débat typiquement africain. Cet épineux problème a toujours animé la littérature sur les classes moyennes des pays occidentaux. Les classes moyennes étant mouvantes et ambivalentes, il existe une impossibilité de s'accorder sur une définition commune³.

2. KHARAS Homi, *The Emerging Middle Class in Developing Countries*, Paris : Centre de développement de l'OCDE, Document de travail n° 285, janvier 2010. URL : https://www.oecd-ilibrary.org/fr/the-emerging-middle-class-in-developing-countries_5kmp8lncrns.pdf?itemId=%2Fcontent%2Fpaper%2F5kmp8lncrns-en&mimeType=pdf. Consulté le 29 octobre 2019.

3. SICK Klaus-Peter, « Le concept de classes moyennes. Notion sociologique ou slogan politique ? », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 37, janvier-mars 1993, p. 13-33.

UNE DÉFINITION ?

En France, les classes moyennes désignaient, au début du XIX^e siècle, la bourgeoisie, pour ensuite qualifier — successivement et en majorité — les petits indépendants (de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale) et les salariés non manuels (particulièrement durant la deuxième moitié du XX^e siècle). ■

Source : Bosc Serge, « Éléments pour une histoire », *Constructif*, n° 33, novembre 2012. URL : http://www.constructif.fr/bibliotheque/2012-11/elements-pour-une-histoire.html?item_id=3283. Consulté le 29 octobre 2019.

Pour autant, le décalage entre ces deux rapports concluant sur des analyses diamétralement opposées et produits par des grandes institutions internationales à seulement deux années d'intervalle, est significatif de l'ampleur et de la diversité des perceptions à propos de l'émergence des classes moyennes africaines. Voici quelques points qui font débat.

Taille des classes moyennes : quelle méthodologie ?

Tout d'abord, suivant un débat qui se joue essentiellement entre économistes, il n'existe pas de consensus sur la taille

des classes moyennes africaines. En fonction des méthodologies employées, l'ampleur du phénomène varie considérablement, chaque étude donnant sa propre estimation, en fonction de ses choix méthodologiques (tableau 1). Doit-on se baser sur les revenus ou sur les dépenses ? Les seuils doivent-ils être fixés de manière absolue ou relative ? Sur quels critères fixer les seuils d'appartenance aux classes moyennes ?

Tableau 1 — Estimation des classes moyennes africaines selon différentes études

Étude	Date (données)	Critères (revenu en dollars US)	Taille de la classe moyenne (valeur absolue)	Part de la classe moyenne dans la population africaine (%)
MGI ¹	2008	> 5 000 \$/an/ménage (environ 14 \$/jour/ménage) (= individus qui ont un « revenu discrétionnaire »)	85 millions (Afrique)	22 %
OCDE ²	2009	Compris entre 10 \$ et 100 \$/jour/personne	32 millions (Afrique)	3 %
BAfD ³	2011	Compris entre 2 \$ et 20 \$/jour/personne (PPA)	327 millions (Afrique)	34 %
Standard Bank ⁴	2014	Compris entre 8 500 \$ et 42 000 \$/an/ménage	7,6 millions (sur 11 pays d'Afrique représentant 50 % de la population africaine)	
CFAO ⁵	2015	Compris entre 4 \$ et 20 \$/jour/personne (reprise des estimations de la BAfD en supprimant la « classe flottante » avec un revenu entre 2 \$ et 4 \$/jour)	150 millions	14 %

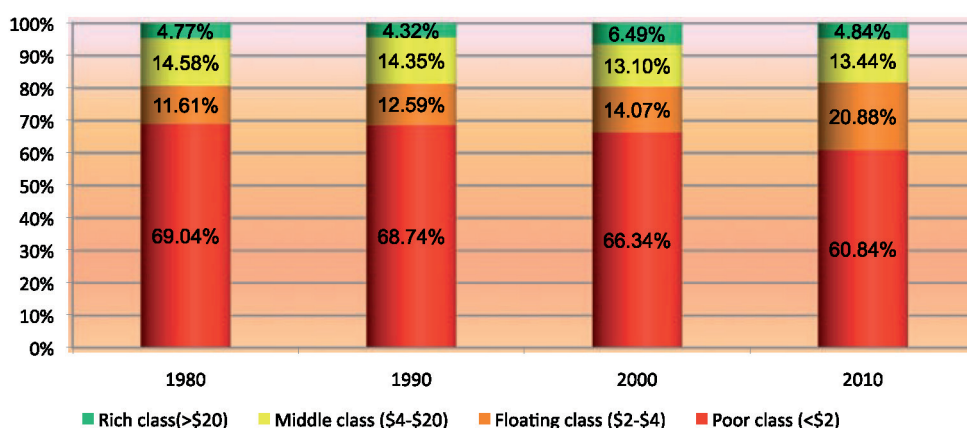
1. ROXBURGH Charles *et alii*, *op. cit.*

2. KHARAS Homi, *op. cit.*

3. NCUBE Mthuli, LEYKA LUFUMPA Charles et KAYIZZI-MUGERWA Steve, *op. cit.*

4. FREEMANTLE Simon, *op. cit.*

5. CFAO, *op. cit.*

Graphique 1 — Distribution de la population africaine par classes, 1980-2010

Source : BAfD / NCUBE Mthuli, LEYKA LUFUMPA Charles et KAYIZZI-MUGERWA Steve, *op. cit.*, p. 3.

L'adoption de critères très inclusifs — et notamment de la classe que la BAfD définit comme « flottante » (revenu compris entre 2 et 4 dollars US par jour) — permet de gonfler l'ampleur de ce groupe de nouveaux consommateurs. D'autant que, selon cette étude, c'est cette classe flottante qui a été responsable de l'essentiel de l'accroissement des classes moyennes entre 2000 et 2010 (graphique 1). De nombreuses études ont critiqué ce seuil d'entrée dans la classe moyenne particulièrement bas — utilisé par d'autres études ⁴ —, qui suggère qu'un individu appartiendrait à ce groupe à partir du moment où il quitterait l'état de pauvreté. Or, ces individus demeurent dans une extrême vulnérabilité : ils sont sortis d'une logique de survie, mais ils ne sont pas à l'abri d'y retomber en cas de survenue d'un choc.

Les classes moyennes africaines, une réalité floue en 2017

Quelle réalité sociologique au sein de la CEDEAO ?

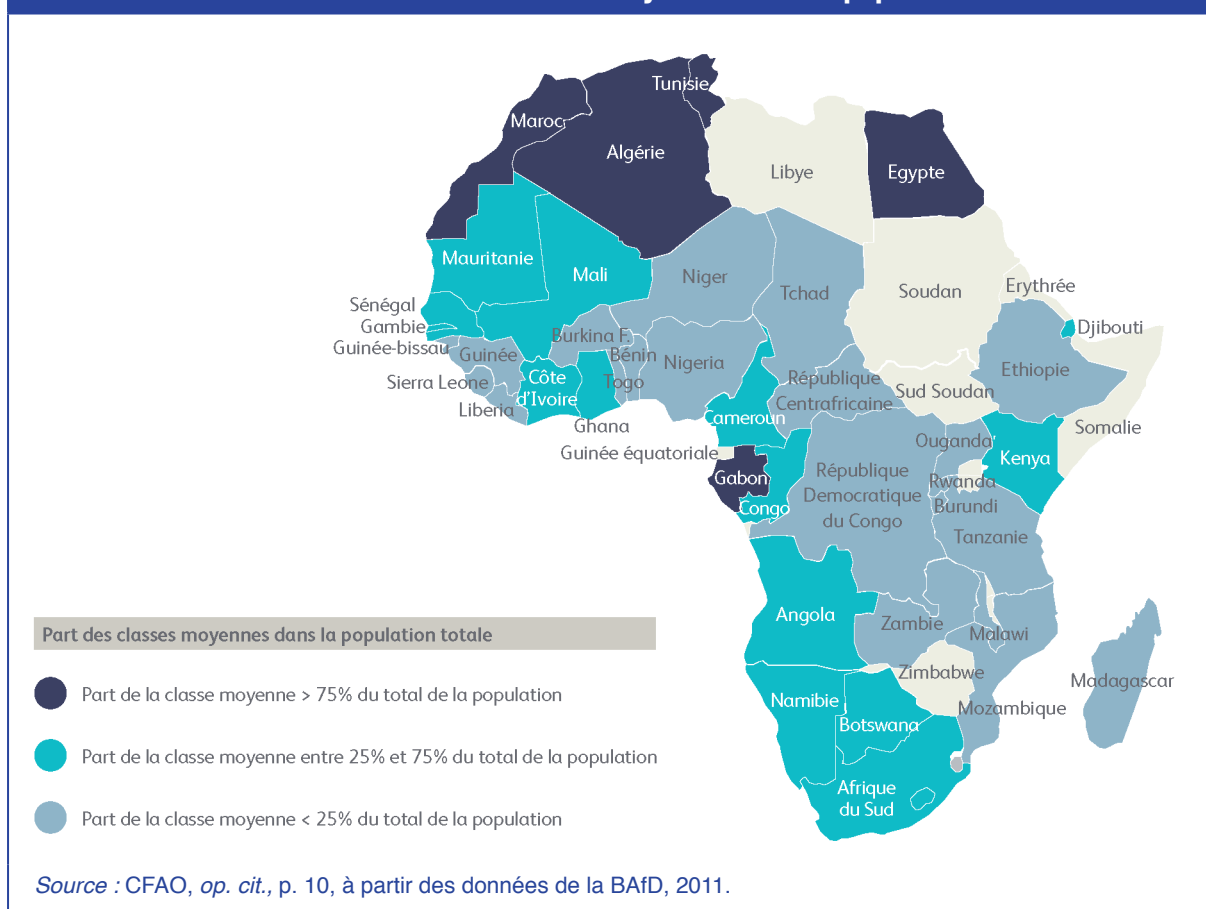
Le deuxième point concerne la nature de cette classe : les individus partagent-ils une identité, des valeurs, des habitudes et des comportements communs ? À cette question, le rapport de la BAfD répond par l'affirmative, en dressant un profil type d'un individu issu des classes moyennes africaines. Il aurait tendance à acquérir des biens de consommation durables (réfrigérateur, téléphone, automobile), à avoir un emploi salarié, à ne pas travailler dans le secteur de l'agriculture ou encore à avoir une famille plus petite ⁵. Il partagerait également un ensemble de valeurs avec les individus de sa classe et serait désireux d'une meilleure gouvernance politique et économique, d'une meilleure égalité hommes / femmes, de plus d'investissements dans l'éducation, dans la science et dans la technologie.

Ce point est largement discutable. Premièrement, quand bien même la notion de classe moyenne africaine serait validée, il n'existerait pas une mais des classes moyennes africaines, avec des variations considérables d'un pays à l'autre (carte 1). Un individu considéré comme

4. Par exemple : BANERJEE Abhijit V. et DUFLO Esther, « What Is Middle Class about the Middle Classes around the World? », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 22, n° 2, printemps 2008, p. 3-28. URL : <https://economics.mit.edu/files/10881> ; RAVALLION Martin, « The Developing World's Bulging (but Vulnerable) "Middle Class" », *World Development*, vol. 38, n° 4, avril 2010, p. 445-454. URL : <http://documents.worldbank.org/curated/en/510831468155726199/pdf/WPS4816.pdf>. Consultés le 29 octobre 2019.

5. NCUBE Mthuli, LEYKA LUFUMPA Charles et KAYIZZI-MUGERWA Steve, *op. cit.*, p. 6.

Carte 1 — Part des classes moyennes dans la population



appartenant aux classes moyennes marocaines aura des valeurs, habitudes et comportements bien éloignés des classes moyennes éthiopiennes ou maliennes.

Au sein même des pays, une grande hétérogénéité apparaît. En Côte-d'Ivoire par exemple, suivant une étude commandée par l'AFD, le groupe aux revenus intermédiaires ⁶, qui représente 26 % de la population totale, s'avère très hétérogène, composé de travailleurs informels (39 %), agriculteurs informels (25 %), dirigeants et cadres du secteur public (17 %), retraités et inactifs (15 %) et d'une classe intermédiaire formelle (4 %), loin du profil type établi par la BAfD d'une classe qui serait davantage composée d'individus avec un emploi salarié ou qui ne travailleraient pas dans le secteur de l'agriculture. Ces individus n'ont généralement pas conscience d'appartenir à une classe moyenne. Tout d'abord, en raison de son hétéroclisme ; mais également parce qu'ils se considèrent davantage comme des « ni riches ni pauvres » ⁷. En Côte-d'Ivoire, à la fin des entretiens menés auprès des individus considérés statistiquement comme appartenant aux catégories intermédiaires (c'est-à-dire avec des revenus compris entre 95 000 et 450 000 francs CFA par mois et par ménage), les personnes interrogées ont

6. Cette étude (BERROU Jean-Philippe et alii, *op. cit.*), effectuée en 2017 par les équipes du LAM (Les Afriques dans le monde) et du GREThA (Groupe de recherche en économie théorique et appliquée), a caractérisé les « gens du milieu » suivant des critères de revenus qui se situent entre une borne inférieure de 4 dollars US par jour et par habitant en PPA (soit un niveau deux fois supérieur au seuil de pauvreté de 2 dollars US) et une borne supérieure qui exclut les 5 % les plus riches. La taille moyenne des ménages de cette classe étant de trois personnes et le chef de famille contribuant pour 90 % aux revenus du ménage, on obtient un revenu mensuel moyen par ménage approximativement compris entre 95 500 francs CFA (400 dollars US) et 455 000 francs CFA (1 900 dollars US).

7. DARBON Dominique et TOULABOR Comi, *Quelle(s) classe(s) moyenne(s) en Afrique ? Une revue de littérature*, Paris : AFD, document de travail n° 118, 2011. URL : <https://www.afd.fr/sites/afd/files/imported-files/118-document-travail.pdf>. Consulté le 29 octobre 2019.

été unanimement surprises d'apprendre qu'elles faisaient partie de ce que certains appellent les classes moyennes (information révélée à la fin des entretiens pour éviter un biais). Ainsi, ceux qui se vivent comme classes moyennes appartiennent davantage aux percentiles plus élevés (95-97 par exemple).

Peu de conscience politique mobilise les classes moyennes africaines d'aujourd'hui, celles-ci étant davantage mues par des intérêts individuels et plutôt matériels liés à leurs conditions de vie, et par la protection de leurs stratégies de promotion individuelles et familiales.

Cependant, une caractéristique commune des études sur les classes moyennes concerne l'importance de l'épargne de ces catégories intermédiaires (72 % des consommateurs de la classe moyenne épargneraient selon l'étude CFAO) et de l'investissement dans l'éducation de leurs enfants — notamment dans le secteur privé, qui représenterait en moyenne 13 % de leur budget (CFAO). Sorties d'une logique de survie, elles ne consacraient plus que 25 % de leur budget aux produits alimentaires contre 50 % pour les populations plus défavorisées (CFAO).

Les usages de l'appellation « classes moyennes »

Alors, pourquoi utiliser le terme de « classe », plutôt que celui de « strate », de « gens du milieu » ou encore de « ni riche ni pauvre » ? Pourquoi parler d'« émergence des classes moyennes » plutôt que de « réduction de la pauvreté » ?

C'est que l'appellation de « classe » n'est pas neutre. Parler d'émergence des classes moyennes africaines permet d'intégrer une Afrique souvent marginalisée au sein des dynamiques économiques mondiales. Ce discours permet de glisser de l'afro-pessimisme de ces dernières décennies vers un afro-optimisme enthousiasmant et prometteur d'opportunités économiques. Cette appellation mobilise tout un imaginaire entourant l'idée de classe moyenne : des individus disposant d'un revenu discrétionnaire pour effectuer des dépenses de confort (équipement de leur maison, achat d'une voiture, activités de loisirs, etc.), soucieux du respect de leurs droits fondamentaux, et qui pourraient être au fondement de l'explosion de la société de consommation africaine et du renforcement de la démocratie de demain, comme cela a été le cas dans les sociétés occidentales. Pour certains auteurs, ce « *middle class narrative* » est issu d'une association abusive entre l'essor d'une « strate » de revenus intermédiaires et l'émergence de prétendues « classes » moyennes ⁸.

« CLASSE » OU « STRATE » : QUELLE APPELLATION CHOISIR ?

- La notion de « classe sociale » a profondément évolué au fil du temps et ne fait pas consensus. Elle conjugue des dimensions économiques, politiques et sociales. D'abord développée par Karl Marx, qui la définissait comme la place d'un individu au sein du système productif, et qui la liait à un fort positionnement politique, Max Weber y a ajouté des éléments culturels et sociaux, en apportant la notion de « statut social » notamment. Pierre Bourdieu a ensuite introduit les notions de goûts et de modes de vie, via la notion d'*habitus*, suivant un certain déterminisme social.

- La notion de « strate » évacue les questions de goûts, de valeurs, de pratiques, d'opinions politiques ou de modes de vie et se focalise davantage sur des critères économiques ¹.

Au sein du débat sur les classes moyennes africaines, il y a souvent une utilisation abusive du terme « classe moyenne » par rapport à d'autres termes, plus neutres (« strates de revenus intermédiaires », « gens du milieu »), ou qui se veulent plus proches de la réalité (« ni riches ni pauvres », « petite prospérité »). ■

1. NEUBERT Dieter et STOLL Florian, *op. cit.*

8. NEUBERT Dieter et STOLL Florian, « The Narrative of 'the African Middle Class' and Its Conceptual Limitations », in Lena KROEGER, David O'KANE et Tabea SCHARRER (sous la dir. de), *Middle Classes in Africa: Changing Lives and Conceptual Challenges*, Cham : Palgrave Macmillan (Frontiers of Globalization), 2018, p. 57-79.

Transition

Le concept de classe est-il adapté au contexte africain ?

L'importation du terme « classe » — intrinsèquement lié à l'histoire occidentale — pour analyser le contexte africain pose également différents problèmes. Selon l'anthropologue Dieter Neubert, à la différence de l'Europe, les sociétés africaines (mis à part le cas spécifique de l'Afrique du Sud largement industrialisée) ne se sont pas organisées au départ comme des sociétés de classes. Les sociétés précoloniales étaient davantage fondées sur l'âge et le sexe ; au sein des sociétés coloniales et postcoloniales, les différences ethniques ont façonné les strates socio-économiques et les positions socioprofessionnelles. D'autres caractéristiques mettent en doute l'usage de ce concept dans ce contexte, telle que la mobilisation politique qui se fait encore majoritairement sur des bases ethniques et non socio-économiques, ou bien le fait que les individus tirent souvent leurs revenus de différentes sources ⁹.

Pourquoi une telle médiatisation des classes moyennes ?

L'écho suscité par l'émergence des classes moyennes africaines dans les années 2010 peut être analysé par la convergence sur ce sujet d'un ensemble d'acteurs hétérogènes : institutions internationales, opérateurs économiques, médias ¹⁰. Pour les grandes institutions financières de développement, ce narratif permet d'évincer la problématique de la pauvreté en Afrique, tout en légitimant les politiques d'aide internationale jusque-là décriées. Celles-ci auraient contribué à diminuer la pauvreté et à réduire les inégalités sociales. Ce discours suscite également l'enthousiasme des opérateurs économiques en termes d'opportunités d'affaires et d'attractivité pour les investisseurs étrangers.

Pour les médias, il permet de réinventer une nouvelle histoire plus séduisante à propos de ce continent. Au niveau politique, la classe moyenne promouvrait la démocratie ¹¹, puisqu'elle aurait tendance à se battre pour l'accès à ses droits fondamentaux tels que la bonne éducation de ses enfants, un bon système de santé, l'accès à des services publics de qualité, une bonne gouvernance, une meilleure égalité hommes / femmes, etc. Les Africains issus des classes aisées ont également tendance à reprendre ce discours, qui permet d'atténuer les inégalités sociales dont ils sont tenus pour responsables.

Une terminologie performative

Ce discours est le fruit d'une extrapolation de la situation africaine par rapport aux expériences des économies occidentales et de l'expérience actuelle des classes moyennes asiatiques, qui ne se basent pas tant sur une réalité empirique que sur une anticipation de la montée des classes moyennes qui découlerait mécaniquement de la forte croissance économique ¹², se fondant sur la théorie du « ruissellement vers le bas », peu vérifiable dans le contexte très inégalitaire africain. La déconvenue qu'a connue récemment l'entreprise Nestlé semble être la conséquence de ce type de projection. Tablant sur l'émergence des classes moyennes à l'occidentale, elle a développé un ensemble de produits (nourriture pour animaux domestiques, capsules de café Nespresso, confiseries, etc.) qui n'ont pas eu le succès escompté, suscitant le licenciement de 15 % de ses effectifs dans 21 pays du continent, et le

9. *Ibidem*.

10. DARBON Dominique, « Turning the Poor into Something more Inspiring: The Creation of the African Middle Class Controversy », in Lena KROEGER, David O'KANE et Tabea SCHARRER (sous la dir. de), *op. cit.*, p. 35-55.

11. ROXBURGH Charles *et alii*, *op. cit.*

12. DARBON Dominique, « Turning the Poor [...] », *op. cit.*

recentrage de ses activités sur leurs activités de base (cubes d'assaisonnement, lait en poudre, etc.). Cornel Krummenacher, le directeur général Afrique équatoriale de Nestlé déclarait : « Nous pensions que ça allait être la prochaine Asie, mais nous avons réalisé que la classe moyenne ici, dans la région, est extrêmement faible et ne croît pas vraiment ¹³. »

Le partenariat CFAO-Carrefour a connu une trajectoire relativement similaire. En 2013, en pleine agitation médiatique autour des classes moyennes africaines, le groupe CFAO s'associe au groupe Carrefour, avec pour objectif d'ouvrir une centaine de magasins et centres commerciaux en 10 ans, dans huit pays d'Afrique (Cameroun, Congo-Brazzaville, Côte-d'Ivoire, Gabon, Ghana, Nigeria, République démocratique du Congo et Sénégal). Fin 2015, ils ouvrent leur premier centre commercial à Abidjan (PlaYce Marcory), dont le concept est d'offrir le supermarché Carrefour aux prix concurrentiels et qui valorise des produits locaux de consommation, un espace de restauration (avec des enseignes telles que Burger King ou La Brioche dorée) et une galerie marchande. Cet espace devient le symbole de l'émergence des classes moyennes ivoiriennes. « Une nouvelle page du groupe s'écrit aujourd'hui avec ce lieu de vie et de convivialité, cet espace de restauration et de détente. PlaYce répond à la demande de consommation de la classe moyenne ivoirienne », affirmera plus tard Xavier Desjobert, directeur général de CFAO Retail, à l'occasion de l'ouverture de son second centre à La Palmeraie ¹⁴. Or, si le supermarché Carrefour attire une clientèle importante, en proposant des prix concurrentiels, sa galerie marchande aux boutiques de plus haut *standing* (Lacoste, La Grande Récré, San Marina, Carré Blanc Paris, etc.) n'attire pas la clientèle escomptée, étant davantage un lieu de promenade qu'un lieu de consommation pour les groupes aux revenus intermédiaires. Parallèlement, le groupe CFAO commande une étude sur les classes moyennes auprès de l'institut d'études IPSOS, réalisée en 2015, afin de mieux comprendre ce phénomène : « la compréhension de l'évolution des classes moyennes africaines est l'un des enjeux les plus structurants pour le développement du continent et le principal réservoir de croissance du groupe CFAO ¹⁵. »

Plus tard, la directrice commerciale de CFAO Retail, Virginie Patry, affirmera qu'effectivement, avec ses quelques magasins, CFAO ne touchait que les classes supérieures (3 % du marché) et la classe moyenne (estimée à 12 %) des pays ¹⁶. Le partenariat CFAO-Carrefour revoit alors sa stratégie. En 2019, ils annoncent leur projet d'ouvrir des Supeco en Côte-d'Ivoire, au Cameroun et au Sénégal, un *cash&carry discount*, dont le concept est de revendre dans un cadre épuré des produits à l'unité ou en grands conditionnements, qui répondent davantage aux besoins d'une cible plus populaire, le marché de masse (58 % des habitants, selon sa directrice commerciale).

Ces deux exemples soulignent que la projection de classes moyennes africaines aux styles de vie occidentalisés a pu conduire des opérateurs économiques à certaines déconvenues — ciblant davantage les classes supérieures que les classes moyennes (au sens de la BAfD), les obligeant, au final, à réadapter leurs stratégies à la baisse, avec des cibles moins aisées, et correspondant plus aux strates de revenus intermédiaires réelles.

13. Déclaration faite au *Financial Times*, citée dans TÉ-LÉSSIA ASSO KO Joël, « Classes moyennes : Nestlé déchantée en Afrique de l'Est et en Afrique centrale », *Jeune Afrique*, 17 juin 2015. URL : <https://www.jeuneafrique.com/237106/economie/classes-moyennes-nestle-dechante-en-afrique-orientale/>. Consulté le 29 octobre 2019.

14. MAIGA Moustapha, « PlaYce Palmeraie / CFAO Retail se déploie en Côte-d'Ivoire », *Esprit Magazine*, 1^{er} juillet 2017. URL : <https://espritmagazine-ci.com/playce-palmeraie-cfao-retail-se-deploie-en-cote-divoire/>. Consulté le 29 octobre 2019.

15. Citation du PDG du groupe CFAO, Richard Bielle, in CFAO, *op. cit.*, p. 3.

16. RÉVEILLARD Marie-France, « Avec Supeco, CFAO Retail se lance dans le *hard-discount* en Afrique », *La Tribune Afrique*, 25 janvier 2019. URL : <https://afrique.latribune.fr/entreprises/services/commerce-distribution/2019-01-25/avec-supeco-cfao-retail-se-lance-dans-le-hard-discount-en-afrique-805193.html>. Consulté le 29 octobre 2019.

Face à ce constat, quelles tendances peut-on esquisser aujourd'hui sur les classes moyennes de demain ? L'émergence des classes moyennes africaines n'en est-elle qu'à ses balbutiements, laissant présager un accroissement de ce phénomène en Afrique dans les prochaines décennies ? Ou bien ce « *buzz* » ne sera-t-il au final qu'un coup d'épée dans l'eau ?

Pour esquisser des voies d'évolution possibles, nous nous focaliserons ici essentiellement sur le cas de la Côte-d'Ivoire, emblématique de l'espoir suscité dans l'éveil des classes moyennes africaines.

Strates de revenus intermédiaires et classes moyennes dans la CEDEAO à l'horizon 2030

Tendances lourdes

En valeurs absolues et relatives, les strates de revenus intermédiaires vont connaître un essor important ces prochaines décennies. En fonction du point de départ, les projections sont plus ou moins optimistes. L'OCDE présage que ce phénomène va rester mineur (avec 107 millions d'individus d'ici 2030, représentant 2 % des classes moyennes mondiales) ; tandis que la BAfD prévoit une forte expansion du phénomène, atteignant 552 millions d'individus (35,6 % de la population totale africaine) d'ici 2030, puis 1,1 milliard (42 %) en 2060. De manière logique, le Nigeria sera de loin le premier pourvoyeur de classes moyennes de la CEDEAO (et de l'Afrique), estimées à 76 millions hors classes flottantes en 2040 (étude CFAO).

Cependant, de nombreuses interrogations subsistent quant à leur devenir. Toutes les conditions seront-elles réunies pour garantir leur croissance numérique ? Les États auront-ils les outils et la volonté nécessaires pour accompagner cette strate de la population dans son développement économique et social ? Cette augmentation numérique pourra-t-elle déboucher sur l'essor futur d'une classe moyenne au sens de personnes partageant des comportements économiques, sociaux, politiques ainsi que des référents culturels communs ?

Incertitudes

Le maintien d'une forte croissance économique

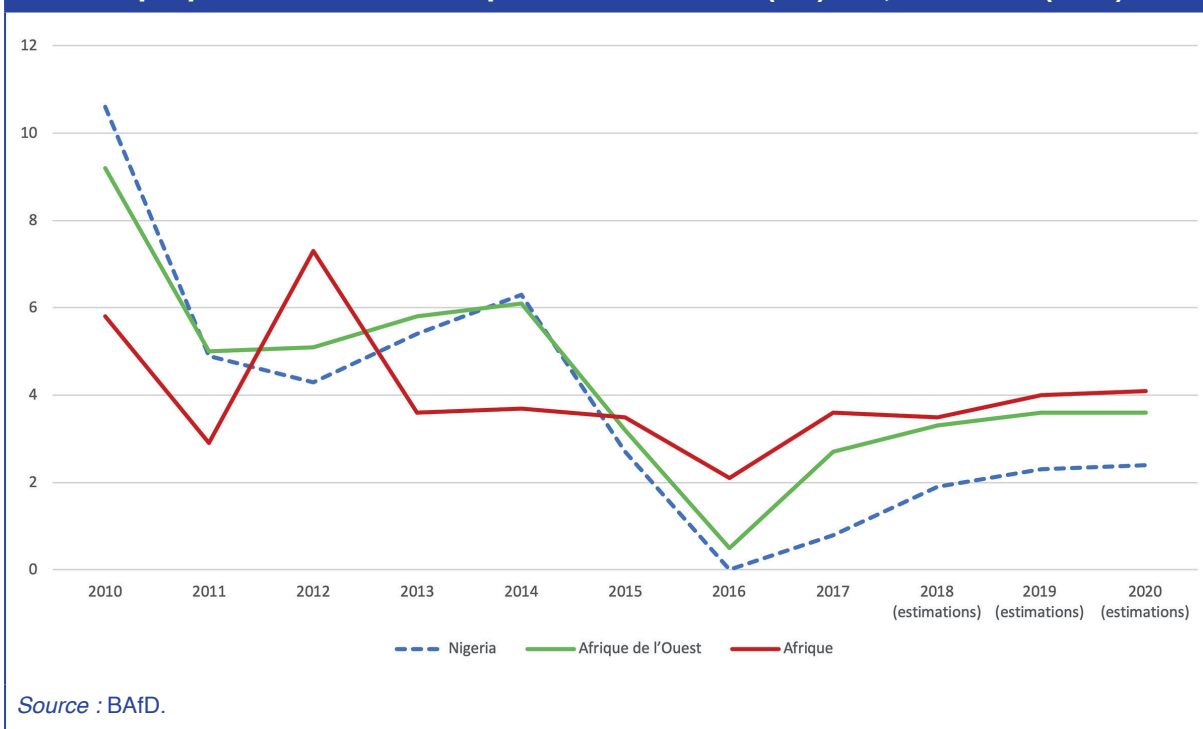
L'essor des classes moyennes est conditionné par le maintien d'une croissance économique soutenue durant les prochaines décennies, que la BAfD prédit à plus de 5 % par an pendant la période 2010-2060. Ce taux de 5 % est un minimum vital, la plupart des économistes s'accordant sur le fait que l'Afrique ne pourra décoller qu'à partir d'un taux de croissance supérieur à 7 % par an, qui permettrait de réduire le chômage endémique — notamment chez les jeunes (actuellement à plus de 45 % chez les 15-24 ans) —, s'il est accompagné de mesures inclusives¹⁷. Or, depuis 2015, nous assistons à un certain tassement (graphique 2), en raison notamment de la baisse des prix des matières premières, de la diminution de la production de pétrole au Nigeria (l'économie dominante de la région) et de l'impact de la propagation du virus Ebola¹⁸. Bien que supérieure aux autres régions du monde, voire d'Afrique, il est peu

17. MIGNOT Alfred, « 2020-2050 : "Trente Glorieuses" pour l'Afrique ? », *La Tribune*, 6 mai 2015.

URL : <https://www.latribune.fr/opinions/blogs/euromed/2020-2050-trente-glorieuses-pour-l-afrique-474565.html>. Consulté le 29 octobre 2019.

18. BAfD, *Perspectives économiques en Afrique 2019*, Abidjan : BAfD, 2019, 234 p. URL : <https://www.afdb.org/fr/documents-publications/perspectives-economiques-en-afrique>. Consulté le 29 octobre 2019.

Graphique 2 — Croissance du produit intérieur brut (PIB) réel, 2010-2020 (en %)



probable que les pays de la CEDEAO maintiennent une croissance économique dépassant 5 %, voire 7 %, durant les deux prochaines décennies pour sortir la région de la pauvreté au regard de la forte croissance démographique.

Des politiques publiques fortes et inclusives

Cette pression démographique devrait également engendrer un accroissement des plus pauvres qui, bien que diminuant en part relative, demeureront encore les plus nombreux pendant plusieurs décennies (57 % de la population en 2030, dont le revenu est inférieur à 2 dollars US par jour), créant une pression supplémentaire sur les États pour accompagner ces populations, pauvres et intermédiaires (graphique 3). Le Nigeria est à cet égard emblématique, puisque, en plus de voir se développer ses classes moyennes, ses classes pauvres vont très probablement exploser — les Nigériens dans une pauvreté extrême représenteraient près du quart (23,7 %) de l'extrême pauvreté mondiale d'ici 2030 (contre 15,9 % aujourd'hui) ¹⁹ — tandis que le nombre de millionnaires ne cesse de s'accroître (de 2004 à 2010, il a augmenté de 44 %) et que le pays occupe le bas des classements sur la gouvernance et la corruption ²⁰.

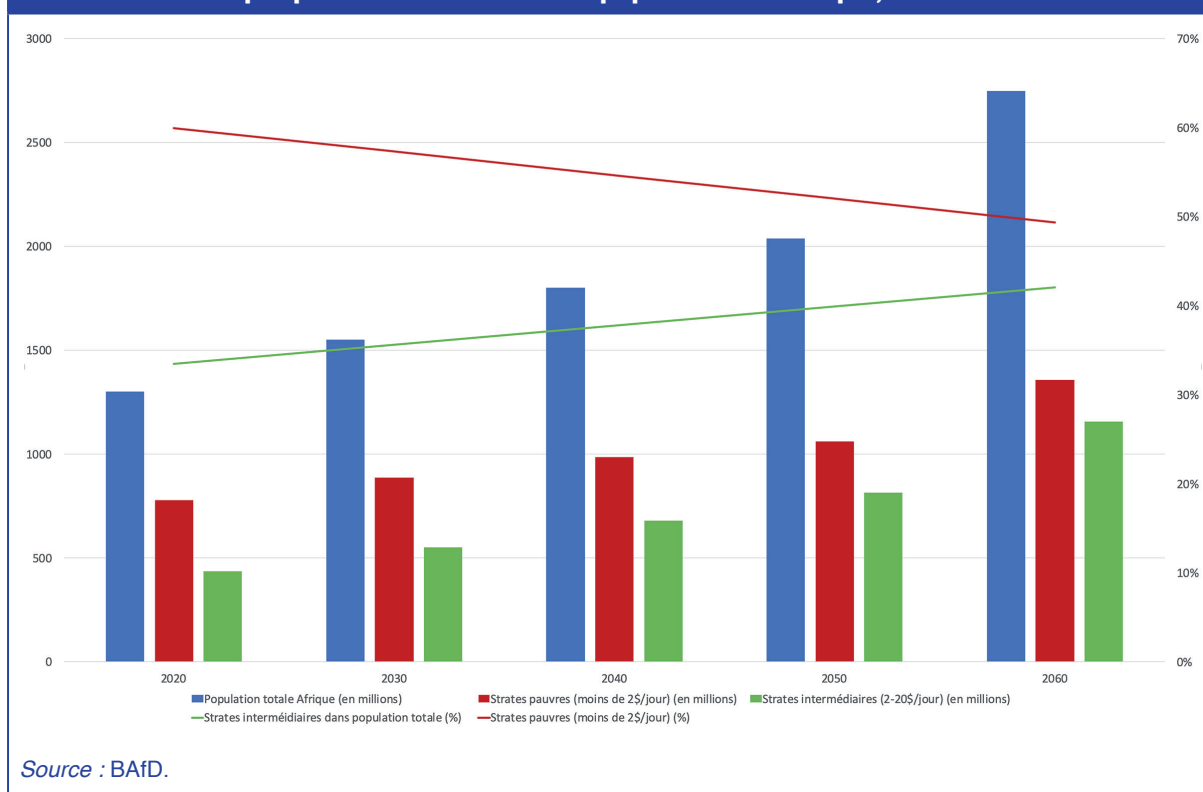
Pour que l'Afrique bénéficie effectivement de son « dividende démographique ²¹ » à l'horizon 2030, lequel représente un potentiel considérable en termes de croissance économique, l'essor démographique doit être accompagné de mesures fortes et engagées. Aujourd'hui, dans certains pays de la sous-région, le contraste est saisissant entre des indicateurs « macro » au vert et des indicateurs sociaux au rouge. Par exemple, le Nigeria et la Côte-d'Ivoire — qui

19. Voir la World Poverty Clock. URL : <https://worldpoverty.io/>

20. Par exemple, le Nigeria occupe la 33^e place sur les 54 pays africains pour l'indice Mo Ibrahim sur la gouvernance (2018) ; ou encore la 144^e sur 180 pays de l'indice de la perception de la corruption de Transparency International (2018).

21. Ratio de la population active par rapport au nombre de personnes à charge qui s'accroît grâce à l'augmentation de la part de jeunes dans la population et à la baisse du taux de fécondité.

Graphique 3 — Évolution de la population en Afrique, 2020-2060



représentent à eux deux 58 % des individus aux revenus intermédiaires de la CEDEAO aujourd'hui — font partie des pays du monde aux taux de mortalité maternelle les plus bas, avec des taux respectifs de 814 décès maternels pour 100 000 accouchements et de 645 pour 100 000 (pour une moyenne de 230 pour 100 000 dans les pays en développement).

Une étude de l'AFD conduite en Côte-d'Ivoire a montré combien il est difficile d'identifier aujourd'hui des politiques publiques dédiées explicitement au public « classes moyennes », les pouvoirs publics étant déjà pris dans une tension entre lutte contre la pauvreté (subventionnée par l'aide internationale) et promotion de politiques économiques libérales efficaces ²². Par exemple, dans un contexte de rareté des ressources, les politiques publiques de l'éducation donnent clairement la priorité à l'accès à l'éducation des plus pauvres. Le gouvernement s'appuie aujourd'hui sur le système éducatif privé pour pallier les déficits de places dans le système public (75 % des bacheliers de la session 2017 ont été affectés à des établissements privés ²³), tandis que les classes les plus aisées ont la possibilité d'envoyer leurs enfants à l'étranger.

Au niveau de la santé, le projet de couverture maladie universelle (une mesure sociale clef du président Ouattara), lancé en 2014 et toujours dans sa phase pilote, pose la question de la « vulnérabilisation » des strates de revenus intermédiaires inférieures de ces classes moyennes. Hormis les 10 % les plus pauvres que l'État subventionne (« indigents »), les Ivoiriens ont l'obligation de verser une cotisation de 1 000 francs CFA par mois et par personne (à partir des enfants de plus de cinq ans), représentant une somme conséquente pour les ménages aux revenus les plus serrés, sans garantie du fonctionnement effectif du système.

22. BERROU Jean-Philippe et alii, *op. cit.*

23. Voir « Côte-d'Ivoire : 75 % des bacheliers de la session 2017 affectés dans les grandes écoles privées », *Abidjan.net*, 25 octobre 2017. URL : <https://news.abidjan.net/h/624753.html>. Consulté le 29 octobre 2019.

L'exemple du Programme présidentiel de logements sociaux montre également comment des politiques affichées explicitement « classes moyennes », font l'objet d'un mauvais ciblage, voire d'une instrumentalisation politique, touchant en réalité les catégories les plus aisées de la population et des strates hautes de la classe moyenne. Initié en 2012 par Alassane Ouattara, comme une réponse à la crise du logement, ce plan avait pour objectif de construire 150 000 logements d'ici 2020, dont 60 % des logements économiques et sociaux, aux prix réglementés et subventionnés par l'État. Or, les conditions fixées aux souscripteurs étaient en décalage avec la réalité économique des classes de revenus intermédiaires. Il était demandé par exemple un apport initial de 1,5 million de francs CFA dans un contexte où l'épargne moyenne de la classe moyenne informelle est de 300 000 francs CFA, ou encore d'avoir accès à un prêt bancaire dans un pays où seulement 15 % de la population est bancarisée. Au final, les opérateurs économiques ont appliqué leurs propres prix et ces logements ont bénéficié aux individus économiquement les plus solvables, consolidant une redistribution de la rente, via des réseaux politico-économiques. Entre politiques propaéuvres subventionnées par l'aide internationale et politiques prôches, les politiques proclasses moyennes semblent pour le moment relayées au second plan. Il existe une forte incertitude sur une prise de conscience des dirigeants pour s'engager politiquement à accompagner le développement économique et social de ce segment de la population et à soutenir son homogénéisation en termes de véritables « classes sociales ».

Signaux de changement

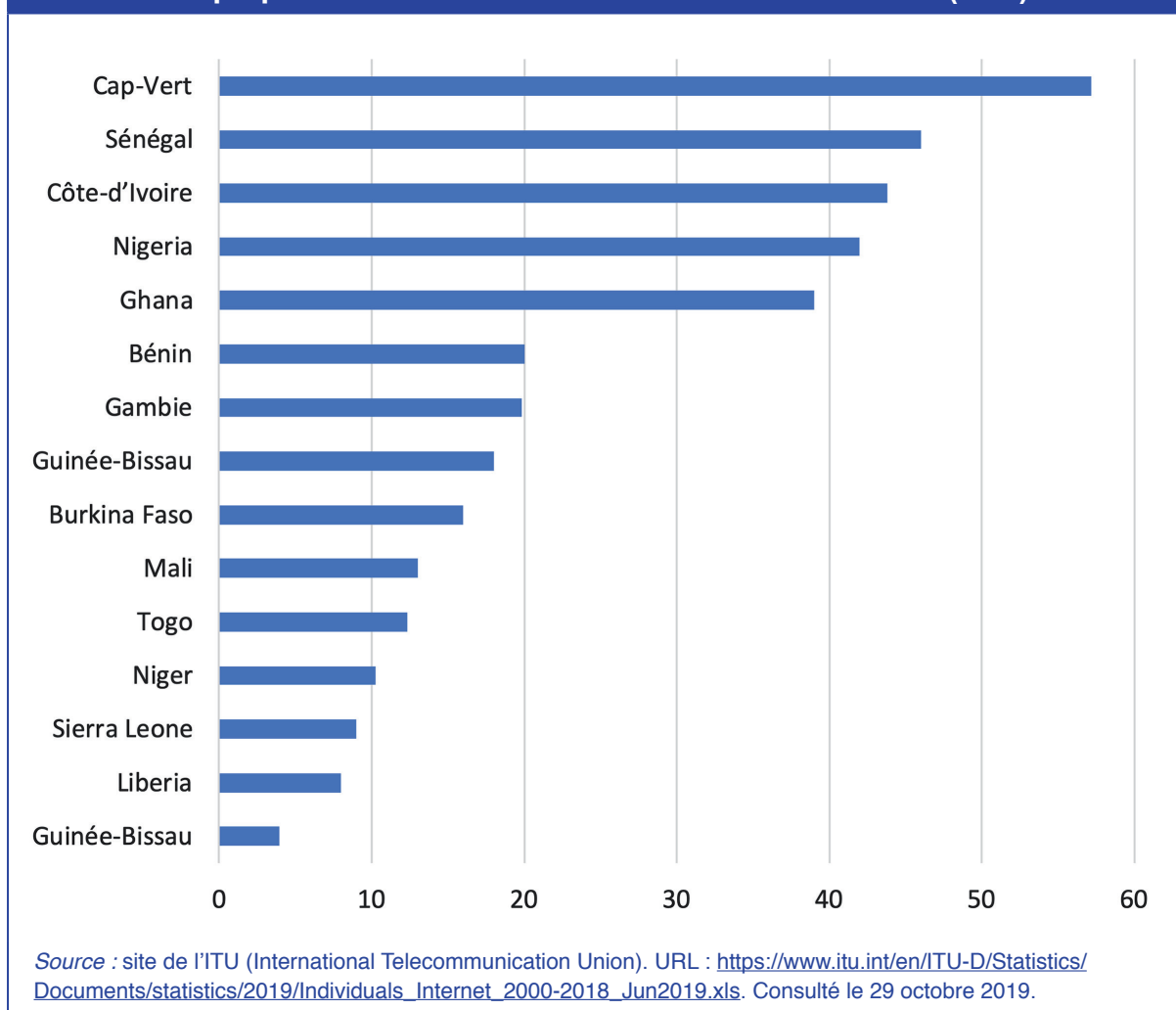
Dans d'autres régions du monde, l'exode vers les villes a été un puissant vecteur de changement dans le développement, l'homogénéisation et la stabilisation des classes moyennes. Selon les estimations de l'Organisation des Nations unies, le point de bascule de l'équilibre villes / campagnes en Afrique aura lieu en 2035, date à laquelle 50 % des individus vivront dans une ville (ils sont actuellement 40 %). Si l'Afrique est encore en majorité rurale, elle s'urbanise plus rapidement que le reste du monde, avec un taux de croissance des villes de 4 % par an. Dans des contextes de faible décentralisation effective des services de base (surtout en Afrique francophone), cet exode rural sera synonyme d'un meilleur accès géographique aux services de santé et d'éducation, à condition qu'ils soient fonctionnels et non saturés. L'École, si l'État contrôle ce qu'il s'y enseigne et ne se repose pas sur le secteur privé pour absorber les futures générations, pourra être un facteur de cohésion sociale potentielle par l'enseignement de référentiels communs.

La migration vers les villes est aussi associée à une certaine rupture aux valeurs traditionnelles. Tandis que la vie politique en Afrique reste fortement marquée par des clivages ethniques eux-mêmes alimentés par des conflits fonciers, l'éloignement des zones rurales d'une large partie des populations et l'essor de nouvelles générations urbaines pourra atténuer ces tensions encore vives, et permettre de développer un vote fondé sur d'autres référentiels communs (qu'il reste à définir). Les défis sont cependant de taille pour que cette croissance rapide ne devienne pas un facteur de paupérisation et d'instabilité, et que le vide laissé par la rupture des référentiels passés puisse être comblé par de nouvelles valeurs d'avenir. Là encore, des politiques publiques fortes et engagées devront accompagner ce mouvement.

Les migrants africains de retour sur le continent sont également une source d'espérance, en tant qu'agents de développement, armés de capitaux humains, financiers et sociaux acquis à l'étranger. Le Ghana a par exemple décrété l'année 2019 « l'Année du retour » pour encourager les (ré)installations de migrants ghanéens ou de leurs descendants. Nous ne pouvons cependant pas encore observer, dans la pratique, leur apport effectif.

Autre signe de changement : le développement des nouvelles technologies de l'information, qui pourrait lever de nombreux obstacles structurels en termes d'accessibilité géographique

Graphique 4 — Utilisation d'Internet dans la CEDEAO en 2017 (en %)



et financière à des services de base. Dans la CEDEAO, le taux de pénétration de la téléphonie mobile était de 47 % en 2017, et environ la moitié de ceux-ci avaient accès à l'Internet mobile (21 % au total), ce secteur étant en pleine croissance. Sans surprise, de fortes disparités s'observent selon les pays, avec un peloton de tête constitué du Cap-Vert, du Sénégal, de la Côte-d'Ivoire, du Nigeria et du Ghana, loin devant les autres pays (graphique 4).

Le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC), en pleine croissance depuis 15 ans, continuera son ascension et bénéficiera à de nombreux secteurs. De multiples initiatives ont été créées ces dernières années, montrant le potentiel de ce secteur face aux problèmes structurels de la sous-région ; tout en offrant des opportunités économiques aux entrepreneurs. Des outils d'*e-learning* et des initiatives de télémedecine permettent déjà de meilleurs diagnostics à distance, et le suivi de patients et femmes enceintes, par exemple au Sénégal (Programme de renforcement des capacités des infirmiers et des sages-femmes, PRECIS). Autre exemple, le projet de la chaîne d'écoles *low-cost* Omega Schools au Ghana, qui œuvre pour la démocratisation d'une éducation de qualité. L'initiative Exportunity au Bénin est une plate-forme d'agrégation de paiement permettant aux commerçants de vendre leurs produits en ligne, en sécurisant les transactions financières. La *start-up* ivoirienne Kamtar permet de connecter transporteurs et clients professionnels particuliers, pour tous types de services (déménagement, logistique interne, livraison). Ou encore, la *start-up* ghanéenne Snoocode, qui a développé une application proposant un code unique d'adressage.

Tableau 2 — Moteurs et freins à l'essor des classes moyennes en Afrique de l'Ouest

	Leviers	Freins	Conditions
Démographie	Forte croissance démographique des strates de revenus intermédiaires (en valeurs absolue et relative).	Pression de l'essor des classes pauvres qui demeurent les strates les plus nombreuses. Saturation de services de base (éducation, santé) déjà dysfonctionnels.	Politiques publiques « proclasses moyennes » (éducation, santé, logement, urbanisme, emploi, fiscales, etc.).
Urbanisme	Urbanisation massive comme facteur d'homogénéisation d'une « classe » et d'accessibilité accrue aux services de base.	Capacités d'absorption de l'exode rural limitées et risques de précarisation des populations à revenus intermédiaires.	Politiques publiques favorisant l'accès au logement, au transport, et développant les services de base.
Économie	Croissance économique soutenue par rapport aux autres régions du monde.	« Ruissellement par le bas » de la richesse limitée et hausse des inégalités. Chômage élevé des jeunes.	Politiques publiques redistributives. Politiques d'emploi pour les jeunes.
TIC	Essor des TIC permettant de lever des barrières d'accès structurelles, de créer de nouvelles opportunités économiques et d'accéder plus facilement à l'information.	Coûts d'accès encore élevés (connexion, équipements) et infrastructures limitées. Instrumentalisation des réseaux sociaux.	Politiques publiques réglementant les TIC au bénéfice des usagers et investissant dans les TIC pour développer les services publics.

Au-delà de l'industrie du mobile qui est directement génératrice d'emplois (200 000 en Afrique de l'Ouest en 2017), le secteur des *start-ups* et des petites et moyennes entreprises tirant profit des nouvelles technologies promet des évolutions économiques rapides pouvant bénéficier aux classes moyennes, en termes d'emploi, de facilitation d'accès au secteur bancaire et d'accès aux services de base, d'autant qu'ils ont en grande partie accès à la téléphonie mobile (85 % selon l'enquête CFAO) et dans une moindre mesure à Internet (à la différence des plus pauvres). Ces opportunités devront être accompagnées de mesures pour diminuer les coûts d'accès encore très élevés, d'une réglementation du secteur et du développement des infrastructures de connectivité.

L'usage des réseaux sociaux — plates-formes de débats —, en plein essor, se développera et favorisera un apprentissage de la démocratie en ligne, tout en permettant de faire pression sur les gouvernements. Les réseaux sociaux devront cependant être régulés afin d'éviter qu'ils ne deviennent des espaces d'exacerbation de la violence sociale. Cette nouvelle génération pourrait venir bousculer des systèmes politiques souvent gérontocratiques et hiérarchiques bénéficiant à une élite économico-politique. Ayant davantage accès à l'information, ces individus pourront devenir un groupe de citoyens désireux de garantir leurs droits, de pousser les gouvernements à une meilleure gouvernance pour qu'ils leur offrent des services publics de meilleure qualité, comme cela a été le cas lors des crises sociales liées à l'augmentation du prix de l'électricité en Côte-d'Ivoire ou de la taxe sur Internet au Bénin.

Pour que les classes moyennes deviennent une réalité à l'horizon 2030, les dirigeants politiques doivent passer d'une instrumentalisation du discours sur les classes moyennes à un vrai programme permettant de les accompagner et de les stabiliser. Et le défi est de taille. ■